

EDITION SPECIALE DE

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

MERCREDI 29 MAI 1968

Nouvelle série - N° 1391

6, boulevard Poissonnière, PARIS-9^e

PRO. 91-58 - PRO. 73-38

0,10 F

Une interview à l'A.F.P. de

le 28 mai 1968

à 14 h.

WALDECK ROCHET

Secrétaire général du Parti Communiste Français

POUR UN GOUVERNEMENT POPULAIRE ET D'UNION DÉMOCRATIQUE A PARTICIPATION COMMUNISTE

QUESTION : Monsieur le Secrétaire général, quelle est, selon vous, la caractéristique principale de la situation actuelle ?

REPONSE : La caractéristique principale de la situation, c'est la puissance, l'ampleur et la résolution du mouvement populaire qui se développe actuellement.

Neuf millions de travailleurs en grève exigent avec la plus grande fermeté que soient satisfaites leurs revendications les plus brûlantes. Les étudiants et les enseignants réclament une réforme profonde de l'Université et la démocratisation de l'enseignement.

Nous soutenons sans réserves ces justes exigences des uns et des autres. Il faut les satisfaire.

En même temps, les masses profondes du peuple français expriment de plus en plus clairement leur aspiration à un changement politique décisif. Elles disent « Dix ans, ça suffit ! », « De Gaulle, démission ! ». Elles réclament l'élimination du pouvoir gaulliste parce qu'elles savent d'expérience que ce pouvoir, instrument du grand capital monopoliste, est foncièrement anti-populaire et antidémocratique. Elles veulent une rénovation démocratique profonde des structures économiques, sociales et politiques du pays.

C'est pourquoi, constatant que le régime gaulliste chancelle devant la montée irrésistible des forces vives de la Nation, les travailleurs reprennent avec une détermination croissante le mot d'ordre, lancé par notre Parti, de la « constitution d'un gouvernement populaire et d'union démocratique ».

Voilà le grand fait de ces derniers jours.

QUESTION : *Comment le Parti Communiste se propose-t-il d'atteindre cet objectif ?*

REPOSE : **Il faut d'abord que les choses soient bien claires. Naturellement, le Parti Communiste dit NON au référendum gaulliste.**

D'autre part, avec les millions de travailleurs en lutte, nous n'entendons pas voir substituer au pouvoir actuel un autre pouvoir qui ne satisferait pas les revendications sous prétexte quelles sont « dépassées » et qui marquerait le retour à un passé détestable, caractérisé par le fait que des gouvernements se réclamant de la gauche pratiquaient la politique de la droite, en tenant la classe ouvrière et le Parti Communiste à l'écart de la direction des affaires du pays.

Nous n'entendons pas non plus frayer la voie à un régime inféodé à la politique américaine.

La seule façon de répondre aux intérêts de notre peuple et du pays est d'assurer la relève du pouvoir gaulliste par un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur les partis de gauche — à l'exclusion de la droite — et s'assignant comme objectif la réalisation d'un programme minimum commun comportant la satisfaction des revendications essentielles pour lesquelles les travailleurs sont en grève et la création d'une Université moderne et démocratique. Etant entendu que devraient ensuite être entreprises des réformes de structures profondes, au premier rang desquelles la nationalisation des grandes entreprises, des monopoles qui dominent les secteurs-clés de l'économie.

Car on ne peut aller vers le socialisme sans s'attaquer à la toute-puissance de ces monopoles.

QUESTION : *Quand vous parlez de gouvernement populaire, cela signifie-t-il que vous revendiquez votre participation au gouvernement ?*

REPOSE : Absolument. Car les travailleurs savent que lorsqu'on cherche à écarter les communistes, c'est pour faire finalement une politique réactionnaire.

Nous avons déjà dit que nous sommes prêts à prendre, au sein d'un gouvernement populaire et d'union démocratique, toutes les responsabilités qui sont celles du grand parti des travailleurs qu'est le Parti Communiste Français. Et nous le répétons parce que nous savons que c'est ainsi que les travailleurs l'entendent.

C'est un fait d'expérience : il n'y a pas en France de politique de gauche et de progrès social sans le concours actif des communistes. A plus forte raison, il n'est pas sérieux de prétendre aller au socialisme sans les communistes et, encore moins, en faisant de l'anticommunisme comme au stade Charléty.

Pour assumer les tâches qui seront les siennes, le gouvernement populaire et d'union démocratique doit être fort du soutien et de la confiance des plus larges masses populaires.

ADHEREZ AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

NOM et Prénom : Age :

Adresse :

Profession et lieu de travail :

Signature :

Remettez ce bulletin à un militant connu de vous, ou adressez-le au Parti Communiste Français, 44, rue Le Peletier, Paris 9^e

Lisez « l'HUMANITE », le seul quotidien qui combat ardemment DEPUIS LE PREMIER JOUR le pouvoir gaulliste pour l'instauration d'une démocratie véritable, étape vers le socialisme.

 André Laloue, directeur de la publication — SGP — Paris.